

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté d'agglomération Dieppe-Maritime

4, boulevard du Général de Gaulle
BP 50166
76200 Dieppe

Références : UDRD.2024.07.T.525
Code AIOT : 0005801260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement Communauté d'agglomération Dieppe-Maritime implanté Chemin de la Rivière 76370 Rouxmesnil-Bouteilles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi du démantèlement de l'ancien incinérateur d'ordures ménagères de Dieppe, l'inspection s'est rendue le 12 juin 2024 sur le site situé Chemin de la Rivière à ROUXMESNIL-BOUTEILLES afin de vérifier les demandes formulées dans le rapport d'inspection du 20 octobre 2022, notamment la mise en œuvre des mesures de gestion et de procéder au procès-verbal de récolement de la cessation d'activité définitive initiée par la collectivité en 2012.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté d'agglomération Dieppe-Maritime
- Chemin de la Rivière 76370 Rouxmesnil-Bouteilles
- Code AIOT : 0005801260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ville de Dieppe était autorisée à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères, située sur la commune de Rouxmesnil-Bouteilles par arrêté préfectoral du 23 mai 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 2008. L'usine a fonctionné de 1971 jusqu'à l'arrêt des deux lignes d'incinération en juin 2011. Par courrier du 1er avril 2011, la ville de Dieppe a informé l'inspection des installations classées de la cessation d'activité du site à compter du 30 juin 2011. Puis en 2012, suite au transfert de compétence, l'Agglomération Dieppe Maritime est devenue responsable en qualité d'exploitant mais n'avait pas avancé sur la cessation d'activité jusqu'aux visites de l'inspection les 14 mars et 31 août 2017.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Suite de la visite du 10 mars 2021 | Autre du 12/04/2021, article Écart n° 2 du rapport d'inspection | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 2 | Diagnostic et surveillance environnementale | AP de Mise en Demeure du 19/06/2017, article 1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | cessation d'activité | Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-3 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|---|--|-------------------|
| 3 | Cessation d'activité | Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-2 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 5 | Surveillance après travaux | Autre du 26/01/2017, article R.512-39-3-III | / | Sans objet |
| 6 | Constat de la cessation d'activité | Autre du 26/01/2017, article R.512-39-3-III | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats permettent de conclure que les mesures de gestion du site sont mises en œuvre (entretien du site, surveillance des eaux souterraines et superficielles et des sédiments, recouvrement de l'ancienne zone de stockage des mâchefers).

Toutefois, il est attendu de la part de l'exploitant au plus tard sous un délai d'1 mois, la mise en œuvre de la terre végétale livrée sur site destinée à recouvrir a minima sur 30 cm (après compactage) l'ancienne zone de stockage des mâchefers et la transmission du bon de commande signé du dossier de servitudes d'utilités publiques (SUP). L'inspection proposera à monsieur le Préfet, d'instituer des SUP au droit du site afin de conserver en mémoire les pollutions résiduelles et les restrictions d'usage dues à ces pollutions, dans le cadre d'un usage futur envisagé comme industriel.

Concernant la surveillance environnementale, compte tenu des résultats observés (une instabilité voire une tendance à la hausse en éléments traces métalliques (ETM) et en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les sédiments en aval du site, et en nickel et zinc dans les eaux superficielles, et en arsenic et nickel dans les eaux souterraines), il est proposé à monsieur le préfet d'instaurer, par arrêté préfectoral, une surveillance environnementale des eaux souterraines, des eaux superficielles et des sédiments sur une fréquence semestrielle afin de s'assurer que les valeurs résiduelles observées sur site restent conformes au plan de gestion et à l'analyse sanitaire.

Sous réserve des derniers justificatifs demandés ci-dessus, le présent rapport de visite vaut procès-verbal de récolement et le site n'est donc plus régi au titre de la police des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 10 mars 2021

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 12/04/2021, article Écart n° 2 du rapport d'inspection |
| Thème(s) : Risques chroniques, Campagne d'analyse des eaux et sols |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant vérifiera l'état des piézomètres et le cas échéant procédera à leur réparation le cas échéant, puis réalisera les campagnes d'analyse des eaux souterraines et superficielles et des sols (sur les 5 carottages supplémentaires).</p> |
| Constats : <p>L'inspection constate que les campagnes de surveillance des eaux souterraines et superficielles (sur les 3 piézomètres en place qui sont en bon état) et des sédiments sont réalisés en période basses eaux (le 14 septembre 2023) et hautes eaux (le 15 février 2023). Les rapports concluent que la qualité des eaux souterraines, des eaux superficielles et des sédiments est satisfaisante pour l'année 2023 au droit du réseau de surveillance du site et que les valeurs sont stables en restant dans la gamme des valeurs habituellement observées sur le site (investigations de 2017 et 2021). Les investigations menées en 2017 (cessation d'activité) et 2021 (démantèlement des installations) montraient des impacts en hydrocarbures (HCT/HAP), en composés organiques volatils (COHV) et en métaux.</p> |

Toutefois, il est observé des dépassements des valeurs seuils pour la majorité des substances en ETM et HAP dans les sédiments en aval du site, ainsi que pour le nickel et le zinc dans les eaux superficielles.

De plus, il est constaté une légère augmentation des concentrations en arsenic (Pz2), en nickel (Pz1 et Pz3), en zinc et en sulfates (Pz1, Pz2 et Pz3) par rapport à la campagne d'octobre 2021 et une diminution des concentrations en chlorures au droit de Pz2 et Pz3 mais une augmentation au droit de Pz1.

Les concentrations en HCT, HAP, CAV (dont les BTEX) et COHV sont inférieures aux limites de quantification du laboratoire ou proche des limites de quantification au droit des trois piézomètres.

L'exploitant déclare suivre les recommandations du bureau d'études de poursuivre la surveillance (périodes des hautes eaux en avril/mai et basses eaux en septembre), preuve à l'appui les bons de commande signés à la date du 27 mars et 11 avril 2024.

Il précise que la dernière a été réalisée en semaine 22 (fin mai 2024) mais n'a pas encore reçu le rapport correspondant.

Demande n° 1 : l'exploitant transmettra régulièrement à l'inspection les rapports des campagnes de surveillance, notamment celui de mai 2024 au plus tard sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Diagnostic et surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2017, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur son environnement (R.512-39-1 du CE).

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2023

Prescription contrôlée :

Rapport de diagnostic et surveillance des effets de l'installation sur son environnement. Présentation d'un échéancier prévisionnel de déconstruction de l'UIOM étalé sur plusieurs années.

Constats :

L'inspection constate que des bâches de 2 x 2 m ont été aménagées autour des piézomètres et piézairs et la présence de repères métalliques oranges de 2 mètres pour mieux les identifier sur le site. Toutefois, l'inspection constate que la végétation rend difficile d'accès certains piézomètres.

Demande n° 2 : l'exploitant doit procéder au nettoyage **au plus tard sous un délai d'un mois** des chemins allant aux piézomètres et piézairs afin de les rendre plus accessibles. Ces chemins sont à entretenir tout au long de l'année.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Cessation d'activité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mise à l'arrêt /Usage futur du site |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2023 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés. A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait notifié par courrier du 1^{er} avril 2011 au préfet de la Seine-Maritime, la cessation d'activité avec mise à l'arrêt définitif des installations à la date du 30 juin 2011.</p> <p>L'exploitant a consulté l'avis du maire de la commune de Rouxmesnil-Bouteilles compétent en matière d'urbanisme et du propriétaire des terrains concernées par la cessation d'activité du site (copies des courriers transmis par courrier du 13 février 2023). L'exploitant déclare ne pas avoir d'information concernant l'étude urbaine engagée par EPF Normandie pour étudier la reconversion du secteur incluant le site concerné. L'usage futur du site est ainsi considéré pour un usage de type industriel.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : cessation d'activité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/10/2022, article R.512-39-3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de réhabilitation du site/plan de gestion |
| Prescription contrôlée : Un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés comporte notamment : 1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ; 2° Les objectifs de réhabilitation ; 3° Un plan de gestion comportant : a) Les mesures de gestion des milieux ; b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées. Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages. Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs. |
| Constats : L'inspection constate que le plan de mesures de gestion (cf rapport n° A122000 version A de février 2023) n'a pas été totalement mis œuvre : l'ancienne zone de stockage de mâchefers n'a pas été recouverte de terres saines a minima de 30 cm (après compactage) afin de garantir la pérennité du recouvrement. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 3 juillet 2024, une facture de transport et livraison de terre végétale en date du 2 juillet 2024. Ces terres proviennent du chantier de la RN27 selon les dires de l'exploitant. |

L'inspection constate également l'absence du dossier de servitudes d'utilités publiques pour conserver en mémoire les impacts et les travaux de remise en état engagés. Pour des raisons structurelles, l'exploitant indique ne pas avoir pu réaliser ce dossier mais déclare le jour de la visite déléguer cette mission à un bureau d'études.

Demande n° 3 : l'exploitant confirmera et justifiera au plus tard sous un délai d'1 mois, la traçabilité des terres en provenance du chantier de la RN27. Il confirmera également dans le même délai, la mise en œuvre effective des terres sur la zone de stockage des mâchefers.

Demande n° 4: l'exploitant transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'1 mois, le bon de commande signé au bureau d'études pour la réalisation du dossier de servitudes d'utilités publiques. En tout état de cause, le dossier devra être transmis à l'inspection au plus tard sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance après travaux

Référence réglementaire : Autre du 26/01/2017, article R.512-39-3-III

Thème(s) : Risques chroniques, APC Mesures de surveillance

Prescription contrôlée :

Mesures de réhabilitation

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a réalisé les campagnes des surveillances en février et septembre 2023, dont les résultats sont notamment comparés à la campagne de surveillance menée en septembre 2017 dans le cadre de la cessation d'activité de l'incinérateur.

La surveillance a concerné :

Les eaux souterraines :

En comparaison avec les données issues des trois campagnes précédentes, aucune détérioration ou évolution majeure de la qualité des eaux souterraines n'est mise en évidence.

À souligner toutefois, une légère augmentation des concentrations en arsenic (Pz2), en nickel (Pz1 et Pz3), en zinc et en sulfates (Pz1, Pz2 et Pz3). Après une période de hausse, une tendance à la baisse est observée pour la dernière campagne de septembre 2023.

Pour tous les autres paramètres et notamment les hydrocarbures totaux (HCT) et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) les concentrations sont similaires aux campagnes précédentes.

Ces résultats traduisent un transfert réduit et sans évolution des substances identifiées dans les sols au niveau de la zone non saturée (HCT, HAP).

Les eaux superficielles :

Les résultats analytiques sur les eaux superficielles de l'Arques en amont, au droit et en aval du site mettent en évidence des concentrations inférieures aux limites de quantification du laboratoire pour tous les composés analysés, à l'exception du zinc (Arques Aval) et du nickel (Arques Amont 2) lors de la campagne de septembre 2023 dont les concentrations détectées sont proches de la limite de quantification.

Ces résultats indiquent l'absence de transfert des substances identifiées dans les sols au niveau de la zone non saturée vers les eaux superficielles de l'Arques.

Les sédiments :

Les résultats analytiques sur les sédiments montrent des concentrations en éléments traces métalliques (ETM) plus élevées en amont et des concentrations en HAP plus élevées au droit du site. Lors de la campagne de septembre 2023, les teneurs en ETM et HAP sont plus élevées en aval qu'en amont ce qui suggère une contamination en provenance du site.

Les autres points de prélèvements en amont indiquent l'absence de transfert des substances identifiées dans les sols au niveau de la zone non saturée (HCT, HAP, ETM) vers les sédiments de l'Arques.

Ces concentrations sont dans les mêmes gammes de valeur que celles retrouvées lors de la campagne de 2017.

La qualité des eaux souterraines, des eaux superficielles et des sédiments est satisfaisante pour les 2 semestres 2023 au droit du réseau de surveillance du site. Les valeurs sont stables en restant dans la gamme des valeurs habituellement observées sur le site en 2017 à l'exception de l'arsenic sur Pz2 et du nickel sur Pz1 et Pz3 dans les eaux souterraines et du zinc et nickel dans les eaux superficielles.

De plus, des tendances observées pour les ETM et les HAP dans les sédiments en aval, pour le nickel et le zinc dans les eaux superficielles restent à surveiller.

Compte tenu des résultats observés lors des campagnes de mesures, l'inspection propose à monsieur le préfet de prescrire des mesures de surveillance des eaux superficielles et souterraines et des sédiments à la fréquence semestrielle. Ces prescriptions permettront notamment de prévoir des mesures appropriées (recouvrement de terres saines sur la totalité du site) dans le cas où la qualité des milieux montrerait une dégradation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Constat de la cessation d'activité

Référence réglementaire : Autre du 26/01/2017, article R.512-39-3-III

Thème(s) : Risques chroniques, PV de récolement

Prescription contrôlée :

Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. Un constat par procès-verbal de la réalisation des travaux est réalisé par l'IIC, qui le transmet au préfet, copie à l'exploitant, au maire/président EPCI et au propriétaire du terrain.

Constats :

La mise en sécurité du site ainsi que le démantèlement des installations ont déjà été constatés par l'inspection des installations classées lors de l'inspection du 20 octobre 2022.

Aussi, au regard des constats des points de contrôle précédents et de l'inspection du 20 octobre 2022, le présent rapport de visite vaut procès-verbal de récolement.

Par ailleurs, des servitudes d'utilité publique (SUP) prévues par l'article L.515-12 du Code de l'environnement seront instituées afin de conserver en mémoire les impacts et les travaux de remise en état engagés.

Type de suites proposées : Sans suite